

N° 4137.

**ALLEMAGNE, AUTRICHE,
BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
CANADA, etc.**

**Convention concernant certaines
questions relatives aux conflits de
lois sur la nationalité. Signée à
La Haye, le 12 avril 1930.**

**GERMANY, AUSTRIA,
BELGIUM,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
CANADA, etc.**

**Convention on Certain Questions
relating to the Conflict of National-
ity Laws. Signed at The Hague,
April 12th, 1930.**

N° 4137. — CONVENTION¹ CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS RELATIVES AUX CONFLITS DE LOIS SUR LA NATIONALITÉ. SIGNÉE A LA HAYE, LE 12 AVRIL 1930.

Textes officiels français et anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article 30, le 1^{er} juillet 1937, date de son entrée en vigueur.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI ; LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, POUR L'ISLANDE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG ; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY ; SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,

Considérant qu'il importerait de régler par voie d'accord international les questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité ;

¹ Ratifications :

SUÈDE	6 juillet 1933.
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	6 avril 1934.
CANADA	6 avril 1934.
POLOGNE	15 juin 1934.
CHINE	14 février 1935.
INDE	7 octobre 1935.
PAYS-BAS (y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao)	2 avril 1937.
AUSTRALIE (y compris les territoires de Papoua et de l'île de Norfolk)	10 novembre 1937.

Adhésions :

NORVÈGE	16 mars 1931.
MONACO	27 avril 1931.
BRÉSIL	19 septembre 1931.

Avec réserves en ce qui concerne les articles 5, 6, 7, 16 et 17, que le Brésil n'adoptera pas parce qu'il se heurte à des principes de base de sa législation interne.

No. 4137. — CONVENTION¹ ON CERTAIN QUESTIONS RELATING TO THE CONFLICT OF NATIONALITY LAWS. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 12TH, 1930.

Official texts in French and English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 30, on July 1st, 1937, the date of its entry into force.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH ; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE ; THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG ; HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT ; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN ; THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC ; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, FOR ICELAND ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN ; THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC ; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF SALVADOR ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY ; HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA,

Considering that it is of importance to settle by international agreement questions relating to the conflict of nationality laws ;

¹ *Ratifications :*

SWEDEN	July 6th, 1933.
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	April 6th, 1934.
CANADA	April 6th, 1934.
POLAND	June 15th, 1934.
CHINA	February 14th, 1935.
INDIA	October 7th, 1935.
THE NETHERLANDS (including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao)	April 2nd, 1937.
AUSTRALIA (including the Territories of Papua and Norfolk Island)	November 10th, 1937.

Accessions :

NORWAY	March 16th, 1931.
MONACO	April 27th, 1931.
BRAZIL	September 19th, 1931.

With reservations as regards Articles 5, 6, 7, 16 and 17, which Brazil will not adopt owing to difficulties with which it has to contend in connection with principles forming the basis of its internal legislation.

Convaincus qu'il est de l'intérêt général de la communauté internationale de faire admettre par tous ses membres que tout individu devrait avoir une nationalité et n'en posséder qu'une seule ;

Reconnaissant par suite que l'idéal vers lequel l'humanité doit s'orienter dans ce domaine consiste à supprimer tout ensemble les cas d'apatriodie et ceux de double nationalité ;

Estimant que, dans les conditions économiques et sociales existant actuellement dans les divers pays, il n'est pas possible de procéder dès maintenant à un règlement uniforme de tous les problèmes susindiqués ;

Désireux néanmoins de commencer cette grande œuvre par un premier essai de codification progressive, en réglant celles des questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité sur lesquelles une entente internationale est présentement possible,

Ont résolu de conclure une convention et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. GÖPPERT, ministre plénipotentiaire ;

M. H. HERING, conseiller intime, chef de Département au Ministère de l'Intérieur du Reich.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le docteur Marc LEITMAIER, conseiller juridique de la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. J. DE RUELLE, jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDÉS :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, AINSI QUE TOUTES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE NON MEMBRES SÉPARÉS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

Sir Maurice Gwyer, K.C.B., procureur général de Sa Majesté et « Solicitor » pour les Affaires de Sa Trésorerie ;

Mr. O. F. Dowson, O.B.E., conseiller juridique adjoint au « Home Office ».

POUR LE DOMINION DU CANADA :

L'honorable Philippe Roy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française.

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

Sir Maurice Gwyer, K.C.B., procureur général de Sa Majesté et « Solicitor » pour les Affaires de Sa Trésorerie ;

Mr. O. F. Dowson, O.B.E., conseiller juridique adjoint au « Home Office ».

POUR L'UNION SUD-AFRICAINE :

Mr. C. W. H. LANSDOWN, K.C., B.A., LL.B., conseiller juridique du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, ancien procureur général de la Province du Cap de Bonne-Espérance.

POUR L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE :

Mr. John J. HEARNE, conseiller juridique au Département des Affaires extérieures.

POUR L'INDE :

Sir Basanta KUMAR MULLICK, I.C.S., Membre du Conseil de l'Inde, ancien juge à la Haute Cour de Patna.

Being convinced that it is in the general interest of the international community to secure that all its members should recognise that every person should have a nationality and should have one nationality only ;

Recognising accordingly that the ideal towards which the efforts of humanity should be directed in this domain is the abolition of all cases both of statelessness and of double nationality ;

Being of opinion that, under the economic and social conditions which at present exist in the various countries, it is not possible to reach immediately a uniform solution of all the above-mentioned problems ;

Being desirous, nevertheless, as a first step toward this great achievement, of settling in a first attempt at progressive codification, those questions relating to the conflict of nationality laws on which it is possible at the present time to reach international agreement,

Have decided to conclude a Convention and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. GÖPPERT, Minister Plenipotentiary ;

M. H. HERING, Privy Councillor, Head of Department at the Ministry of the Interior of the Reich.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Marc LEITMAIER, Legal Adviser of the Federal Chancellery, Department for Foreign Affairs.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. J. DE RUELLE, Legal Adviser of the Ministry for Foreign Affairs.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS :

Sir Maurice Gwyer, K.C.B., His Majesty's Procurator-General and Solicitor for the Affairs of His Majesty's Treasury ;

Mr. O. F. Dowson, O.B.E., Assistant Legal Adviser to the Home Office.

FOR THE DOMINION OF CANADA :

The Honourable Philippe Roy, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic.

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

Sir Maurice Gwyer, K.C.B., His Majesty's Procurator-General and Solicitor for the Affairs of His Majesty's Treasury ;

Mr. O. F. Dowson, O.B.E., Assistant Legal Adviser to the Home Office.

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA :

Mr. C. W. H. Lansdown, K.C., B.A., LL.B, Senior Law Adviser to the Government of the Union of South Africa, ex-Attorney-General of the Province of the Cape of Good Hope.

FOR THE IRISH FREE STATE :

Mr. John J. Hearne, Legal Adviser to the Department of External Affairs.

FOR INDIA :

Sir Basanta Kumar Mullick, I.C.S., Member of the Council of India, former Judge of the High Court at Patna.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

- M. Miguel CRUCHAGA-TOCORNAL, ancien président du Conseil, ancien ambassadeur près le Président des Etats-Unis d'Amérique, ancien professeur de droit international, président des Commissions mixtes de réclamations entre le Mexique et l'Allemagne et le Mexique et l'Espagne ;
 M. Alejandro ALVAREZ, membre de l'Institut de France, membre et ancien vice-président de l'Institut de droit international, conseiller juridique des Légations du Chili en Europe ;
 Vice-Amiral Hipólito MARCHANT, délégué naval permanent auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE :

Le docteur Woo KAISENG, ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau permanent de la délégation chinoise auprès de la Société des Nations, chargé d'Affaires à Berne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

- M. Antonio José RESTREPO, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des représentants ;
 M. Francisco José URRUTIA, ancien ministre des Affaires étrangères, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

- Le docteur A. DIAZ DE VILLAR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;
 Le docteur C. DE ARMENTEROS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

- M. F. C. MARTENSEN-LARSEN, directeur au Ministère de l'Intérieur ;
 M. V. L. LORCK, directeur de la Navigation, capitaine de vaisseau.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

- M. Stefan SIECKOWSKI, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice de Pologne.

SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE :

- Abd el Hamid BADAOUI pacha, président du Comité du contentieux ;
 Mourad Sid AHMED bey, conseiller royal.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

- M. Antonio GOICOECHEA, ancien ministre de l'Intérieur, membre de la Cour permanente d'arbitrage, Membre de l'Académie royale des sciences navales et politiques, Membre de la Commission générale de codification d'Espagne, professeur de droit international à l'Institut diplomatique de Madrid.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

- M. Ants PIIP, professeur de droit international à l'Université de Tartu, ancien chef de l'Etat, ancien ministre des Affaires étrangères ;
 M. Alexandre VARMA, Mag. jur., directeur des Affaires administratives au Ministère des Affaires étrangères.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

- M. Miguel CRUCHAGA-TOCORNAL, former Prime Minister, former Ambassador to the President of the United States of America, former Professor of International Law, President of the Mixed Claims Commissions between Mexico and Germany and Mexico and Spain ;
 M. Alejandro ALVAREZ, Member of the Institute of France, Member and former Vice-President of the Institute of International Law, Legal Adviser of the Chilean Legations in Europe ;
 Vice-Admiral Hipólito MARCHANT, Permanent Naval Delegate to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

- Dr. Woo KAI-SENG, Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation accredited to the League of Nations, Chargé d'Affaires at Berne.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

- M. Antonio José RESTREPO, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Member of the Chamber of Representatives ;
 M. Francisco José URRUTIA, former Minister for Foreign Affairs, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

- Dr. A. DIAZ DE VILLAR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;
 Dr. C. DE ARMENTEROS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

- M. F. C. MARTENSEN-LARSEN, Director at the Ministry of the Interior ;
 M. V. L. LORCK, Director of Navigation, Captain.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

- M. Stefan SIECKOWSKI, Under-Secretary of State at the Polish Ministry of Justice.

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

- Abd el Hamid BADAOUI Pasha, President of the Litigation Committee ;
 Mourad Sid AHMED Bey, Royal Counsellor.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

- M. Antonio GOICOECHEA, former Minister of the Interior, Member of the Permanent Court of Arbitration, Member of the Royal Academy of Naval and Political Sciences, Member of the General Codification Commission of Spain, Professor of International Law at the Diplomatic Institute of Madrid.

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

- M. Ants PIIP, Professor of International Law at the University of Tartu, former Chief of State, former Minister for Foreign Affairs ;
 M. Alexandre VARMA, Mag. Jur., Director of Administrative Questions at the Ministry for Foreign Affairs.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. P. MATTER, membre de l'Institut, procureur général à la Cour de cassation ;
 M. A. KAMMERER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. N. POLITIS, ancien ministre des Affaires étrangères, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française ;
 M. Megalos A. CALOYANNI, ancien conseiller à la Haute Cour d'appel d'Egypte, ancien juge *ad hoc* à la Cour permanente de Justice internationale ;
 M. J. SPIROPOULOS, professeur de droit international à l'Université de Salonique.

SON ALTESSE SÉRÉNISSE LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Jean PELÉNYI, ministre résident, chef de la délégation de Hongrie auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, POUR L'ISLANDE :

M. Sveinn BJØRNSSON, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant de l'Islande au Danemark.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le professeur Amedeo GIANNINI, ministre plénipotentiaire, conseiller d'Etat.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Le vicomte Kintomo MUSHAKOJI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Suède.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Ch. DUZMANS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Yougoslavie, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;
 M. R. AKMENTIN, jurisconsulte au Ministère des Affaires étrangères, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Riga.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

Le docteur Conrad STUMPER, conseiller de Gouvernement.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. Eduardo SUAREZ, chef du Département juridique au Ministère des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. W. J. M. VAN EYSINGA, professeur de droit à l'Université de Leyde, membre de la Cour permanente d'arbitrage ;
 Le docteur J. KOSTERS, conseiller à la Haute-Cour.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PéROU :

M. Mariano H. CORNEJO, représentant au Conseil de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Stefan SIECKOWSKI, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice ;
 Le docteur S. RUNDSTEIN, conseiller juridique au Ministère des Affaires étrangères ;
 Le professeur J. MAKOWSKI, chef de la Section des traités au Ministère des Affaires étrangères.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. P. MATTER, Member of the Institute, Procurator-General at the "Cour de Cassation";
 M. A. KAMMERER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Majesty the Queen of the Netherlands.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. N. POLITIS, former Minister for Foreign Affairs, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;
 M. Megalos A. CALOYANNI, former Counsellor at the High Court of Appeal of Egypt, former Judge *ad hoc* of the Permanent Court of International Justice;
 M. J. SPIROPOULOS, Professor of International Law at the University of Salonika.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Jean PELÉNYI, Resident Minister, Head of the Permanent Hungarian Delegation accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, FOR ICELAND :

M. Sveinn BJØRNSSON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Representative of Iceland in Denmark.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Professor Amedeo GIANNINI, Minister Plenipotentiary, Councillor of State.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

Viscount Kintomo MUSHAKOJI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Majesty the King of Sweden.

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

M. Ch. DUZMANS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Yugoslavia, Permanent Delegate accredited to the League of Nations;
 M. R. AKMENTIN, Legal Adviser at the Ministry for Foreign Affairs, Professor in the Faculty of Law at the University of Riga.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG :

Dr. Conrad STUMPER, Counsellor of Government.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

M. Eduardo SUAREZ, Head of the Legal Department at the Ministry for Foreign Affairs.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

M. W. J. M. VAN EYSINGA, Professor of Law at the University of Leyden, Member of the Permanent Court of Arbitration;
 Dr. J. KOSTERS, Counsellor at the Supreme Court.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU :

M. Mariano H. CORNEJO, Representative on the Council of the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Stefan SIECZKOWSKI, Under-Secretary of State at the Ministry of Justice;
 Dr. S. RUNDSTEIN, Legal Adviser at the Ministry for Foreign Affairs;
 Professor J. MAKOWSKI, Chief of the Treaty Section in the Ministry for Foreign Affairs.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

- Le docteur José CAEIRO DA MATTIA, recteur de l'Université de Lisbonne, professeur aux Facultés de droit de Coembré et de Lisbonne, vice-président du Conseil supérieur d'Instruction publique ;
- Le docteur José Maria VILHENA BARBOSA DE MAGALHAES, professeur de droit à l'Université de Lisbonne, membre du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international de la Société des Nations, ancien ministre des Affaires étrangères, de la Justice et de l'Instruction publique ;
- Le docteur José LOBO D'AVILA LIMA, professeur de droit aux Universités de Lisbonne et de Coembré, conseiller juridique au Ministère des Affaires étrangères.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR :

- Le docteur J. Gustavo GUERRERO, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

- M. Karl Ivan WESTMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

- M. Victor MERZ, juge fédéral ;
- M. Paul DINICHERT, ministre plénipotentiaire, chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

- M. Miroslav PLEŠINGER Božinov, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;
- Le docteur Václav JOACHIM, chef de Section au Ministère de l'Intérieur, privat-docent du droit public, directeur adjoint de l'Ecole libre des sciences politiques à Prague.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

- Le docteur Enrique BUERO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges et près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

- M. Ilia CHOUENCHOVITCH, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Article premier.

Il appartient à chaque Etat de déterminer par sa législation quels sont ses nationaux. Cette législation doit être admise par les autres Etats, pourvu qu'elle soit en accord avec les conventions internationales, la coutume internationale et les principes de droit généralement reconnus en matière de nationalité.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

- Dr. José CAEIRO DA MATTIA, Rector of the University of Lisbon, Professor at the Coimbra and Lisbon Faculties of Law, Vice-President of the Higher Council of Public Education ;
- Dr. José Maria VILHENA BARBOSA DE MAGALHAES, Professor of Law at the University of Lisbon, Member of the Committee of Experts for the Progressive Codification of International Law of the League of Nations, former Minister for Foreign Affairs, of Justice and of Public Education ;
- Dr. José LOBO D'AVILA LIMA, Professor of Law at the Universities of Lisbon and Coimbra, Legal Adviser at the Ministry for Foreign Affairs.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF SALVADOR :

- Dr. J. Gustavo GUERRERO, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

- M. Karl Ivan WESTMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

- M. Victor MERZ, Federal Judge ;
M. Paul DINICHERT, Minister Plenipotentiary, Chief of the Division for Foreign Affairs in the Federal Political Department.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

- M. Miroslav PLEŠINGER Božinov, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;
Dr. Václav JOACHIM, Chief of Section in the Ministry of the Interior, *Privatdozent* of Public Law, Assistant Director of the Free School of Political Sciences at Prague.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY :

- Dr. Enrique BUERO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians and to Her Majesty the Queen of the Netherlands.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

- M. Ilia CHOUENCHOVITCH, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

Who, having deposited their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

CHAPTER I.

GENERAL PRINCIPLES.

Article I.

It is for each State to determine under its own law who are its nationals. This law shall be recognised by other States in so far as it is consistent with international conventions, international custom, and the principles of law generally recognised with regard to nationality.

Article 2.

Toute question relative au point de savoir si un individu possède la nationalité d'un Etat doit être résolue conformément à la législation de cet Etat.

Article 3.

Sous réserve des dispositions de la présente convention, un individu possédant deux ou plusieurs nationalités pourra être considéré, par chacun des Etats dont il a la nationalité, comme son ressortissant.

Article 4.

Un Etat ne peut exercer sa protection diplomatique au profit d'un de ses nationaux à l'encontre d'un Etat dont celui-ci est aussi le national.

Article 5.

Dans un Etat tiers, l'individu possédant plusieurs nationalités devra être traité comme s'il n'en avait qu'une. Sans préjudice des règles de droit appliquées dans l'Etat tiers en matière de statut personnel et sous réserve des conventions en vigueur, cet Etat pourra, sur son territoire, reconnaître exclusivement, parmi les nationalités que possède un tel individu, soit la nationalité du pays dans lequel il a sa résidence habituelle et principale, soit la nationalité de celui auquel, d'après les circonstances, il apparaît comme se rattachant le plus en fait.

Article 6.

Sous réserve du droit pour un Etat d'accorder une plus large faculté de répudier sa nationalité, tout individu possédant deux nationalités acquises sans manifestation de volonté de sa part pourra renoncer à l'une d'elles, avec l'autorisation de l'Etat à la nationalité duquel il entend renoncer.

Cette autorisation ne sera pas refusée à l'individu qui a sa résidence habituelle et principale à l'étranger, pourvu que soient remplies les conditions requises par la loi de l'Etat à la nationalité duquel il entend renoncer.

CHAPITRE II**DU PERMIS D'EXPATRIATION.***Article 7.*

Le permis d'expatriation, en tant qu'il est prévu par une législation, n'entraîne la perte de la nationalité de l'Etat qui l'a délivré que si le titulaire du permis possède déjà une seconde nationalité, ou, sinon, qu'à partir du moment où il en acquiert une nouvelle.

Le permis d'expatriation devient caduc si le titulaire n'acquiert pas une nationalité nouvelle dans le délai fixé par l'Etat qui l'a délivré. Cette disposition ne s'applique pas dans le cas d'un individu qui, au moment où il reçoit le permis d'expatriation, possède déjà une autre nationalité que celle de l'Etat qui le lui délivre.

L'Etat dont la nationalité est acquise par un individu titulaire d'un permis d'expatriation notifiera cette acquisition à l'Etat qui a délivré le permis.

CHAPITRE III**DE LA NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE.***Article 8.*

Si la loi nationale de la femme lui fait perdre sa nationalité par suite de mariage avec un étranger, cet effet sera subordonné à l'acquisition par elle de la nationalité de son mari.

Article 2.

Any question as to whether a person possesses the nationality of a particular State shall be determined in accordance with the law of that State.

Article 3.

Subject to the provisions of the present Convention, a person having two or more nationalities may be regarded as its national by each of the States whose nationality he possesses.

Article 4.

A State may not afford diplomatic protection to one of its nationals against a State whose nationality such person also possesses.

Article 5.

Within a third State, a person having more than one nationality shall be treated as if he had only one. Without prejudice to the application of its law in matters of personal status and of any conventions in force, a third State shall, of the nationalities which any such person possesses, recognise exclusively in its territory either the nationality of the country in which he is habitually and principally resident, or the nationality of the country with which in the circumstances he appears to be in fact most closely connected.

Article 6.

Without prejudice to the liberty of a State to accord wider rights to renounce its nationality, a person possessing two nationalities acquired without any voluntary act on his part may renounce one of them with the authorisation of the State whose nationality he desires to surrender.

This authorisation may not be refused in the case of a person who has his habitual and principal residence abroad, if the conditions laid down in the law of the State whose nationality he desires to surrender are satisfied.

CHAPTER II.

EXPATRIATION PERMITS.

Article 7.

In so far as the law of a State provides for the issue of an expatriation permit, such a permit shall not entail the loss of the nationality of the State which issues it, unless the person to whom it is issued possesses another nationality or unless and until he acquires another nationality.

An expatriation permit shall lapse if the holder does not acquire a new nationality within the period fixed by the State which has issued the permit. This provision shall not apply in the case of an individual who, at the time when he receives the expatriation permit, already possesses a nationality other than that of the State by which the permit is issued to him.

The State whose nationality is acquired by a person to whom an expatriation permit has been issued, shall notify such acquisition to the State which has issued the permit.

CHAPTER III.

NATIONALITY OF MARRIED WOMEN.

Article 8.

If the national law of the wife causes her to lose her nationality on marriage with a foreigner, this consequence shall be conditional on her acquiring the nationality of the husband.

Article 9.

Si la loi nationale de la femme lui fait perdre sa nationalité par suite du changement de nationalité de son mari au cours du mariage, cet effet sera subordonné à l'acquisition par elle de la nationalité nouvelle de son mari.

Article 10.

La naturalisation du mari au cours du mariage n'entraîne le changement de nationalité de sa femme que du consentement de celle-ci.

Article 11.

La femme qui, d'après la loi de son pays, a perdu sa nationalité par suite de son mariage, ne la recouvre après la dissolution de celui-ci que si elle en fait la demande et conformément à la loi de ce pays. Dans ce cas elle perd la nationalité qu'elle avait acquise par suite de son mariage.

CHAPITRE IV

DE LA NATIONALITÉ DES ENFANTS.

Article 12.

Les dispositions légales relatives à l'attribution de la nationalité d'un Etat en raison de la naissance sur son territoire ne s'appliquent pas de plein droit aux enfants dont les parents jouissent des immunités diplomatiques dans le pays de la naissance.

La loi de chaque Etat doit permettre que, dans le cas où des enfants de consuls de carrière ou de fonctionnaires d'Etats étrangers chargés de missions officielles par leurs gouvernements possèdent deux nationalités par suite de leur naissance, ils puissent être dégagés, par voie de répudiation ou autrement, de la nationalité du pays où ils sont nés, à condition toutefois qu'ils conservent la nationalité de leurs parents.

Article 13.

La naturalisation des parents fait acquérir à ceux de leurs enfants qui sont mineurs d'après la loi de l'Etat qui accorde la naturalisation, la nationalité de cet Etat. La loi dudit Etat peut déterminer les conditions auxquelles est subordonnée dans ce cas l'acquisition de sa nationalité. Dans les cas où la loi d'un Etat n'étend pas les effets de la naturalisation des parents à leurs enfants mineurs, ceux-ci conservent leur nationalité.

Article 14.

L'enfant dont aucun des parents n'est connu, a la nationalité du pays où il est né. Si la filiation de l'enfant vient à être établie, la nationalité de celui-ci sera déterminée d'après les règles applicables dans le cas où la filiation est connue.

L'enfant trouvé est, jusqu'à preuve du contraire, présumé né sur le territoire de l'Etat où il a été trouvé.

Article 15.

Lorsque la nationalité d'un Etat n'est pas acquise de plein droit par suite de la naissance sur le territoire de cet Etat, l'enfant qui y est né de parents sans nationalité ou de nationalité inconnue peut obtenir la nationalité dudit Etat. La loi de celui-ci déterminera les conditions auxquelles sera subordonnée dans ces cas l'acquisition de sa nationalité.

Article 9.

If the national law of the wife causes her to lose her nationality upon a change in the nationality of her husband occurring during marriage, this consequence shall be conditional on her acquiring her husband's new nationality.

Article 10.

Naturalisation of the husband during marriage shall not involve a change in the nationality of the wife except with her consent.

Article 11.

The wife who, under the law of her country, lost her nationality on marriage shall not recover it after the dissolution of the marriage except on her own application and in accordance with the law of that country. If she does recover it, she shall lose the nationality which she acquired by reason of the marriage.

CHAPTER IV.

NATIONALITY OF CHILDREN.

Article 12.

Rules of law which confer nationality by reason of birth on the territory of a State shall not apply automatically to children born to persons enjoying diplomatic immunities in the country where the birth occurs.

The law of each State shall permit children of consuls *de carrière*, or of officials of foreign States charged with official missions by their Governments, to become divested, by repudiation or otherwise, of the nationality of the State in which they were born, in any case in which on birth they acquired dual nationality, provided that they retain the nationality of their parents.

Article 13.

Naturalisation of the parents shall confer on such of their children as, according to its law, are minors the nationality of the State by which the naturalisation is granted. In such case the law of that State may specify the conditions governing the acquisition of its nationality by the minor children as a result of the naturalisation of the parents. In cases where minor children do not acquire the nationality of their parents as the result of the naturalisation of the latter, they shall retain their existing nationality.

Article 14.

A child whose parents are both unknown shall have the nationality of the country of birth. If the child's parentage is established, its nationality shall be determined by the rules applicable in cases where the parentage is known.

A foundling is, until the contrary is proved, presumed to have been born on the territory of the State in which it was found.

Article 15.

Where the nationality of a State is not acquired automatically by reason of birth on its territory, a child born on the territory of that State of parents having no nationality, or of unknown nationality, may obtain the nationality of the said State. The law of that State shall determine the conditions governing the acquisition of its nationality in such cases.

Article 16.

Si la loi d'un Etat admet qu'un enfant naturel possédant la nationalité de cet Etat, peut la perdre par suite d'un changement d'état civil (légitimation, reconnaissance), cette perte sera toutefois subordonnée à l'acquisition de la nationalité d'un autre Etat, d'après la loi de ce dernier relative aux effets du changement d'état civil sur la nationalité.

CHAPITRE V DE L'ADOPTION.

Article 17.

Si la loi d'un Etat admet la perte de la nationalité par suite d'adoption, cette perte sera toutefois subordonnée à l'acquisition par l'adopté de la nationalité de l'adoptant, conformément à la loi de l'Etat dont celui-ci est ressortissant et relative aux effets de l'adoption sur la nationalité.

CHAPITRE VI DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes conviennent d'appliquer, dans leurs relations mutuelles, à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les principes et règles insérés aux articles ci-dessus.

L'insertion de ces principes et règles ne préjuge en rien la question de savoir si lesdits principes et règles font ou non partie actuellement du droit international.

Il est en outre entendu qu'en ce qui concerne tout point qui ne fait pas l'objet d'une des dispositions ci-dessus, les principes et règles du droit international demeurent en vigueur.

Article 19.

Rien dans la présente convention ne portera atteinte aux dispositions des traités, conventions ou accords en vigueur entre les Hautes Parties contractantes relatifs à la nationalité ou à des questions s'y rattachant.

Article 20.

En signant ou ratifiant la présente convention ou en y adhérant, chacune des Hautes Parties contractantes pourra exclure de son acceptation telle ou telle des dispositions des articles 1 à 17 et 21 au moyen de réserves expresses.

Les dispositions ainsi exclues ne pourront être opposées à la Partie contractante ayant formulé de telles réserves ni invoquées par elle contre une autre Partie contractante.

Article 21.

S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions, en vigueur entre les Parties, concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire, en se conformant aux lois constitutionnelles de chacune d'elles. A défaut d'accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes Parties au Proto-

Article 16.

If the law of the State, whose nationality an illegitimate child possesses, recognises that such nationality may be lost as a consequence of a change in the civil status of the child (legitimation, recognition), such loss shall be conditional on the acquisition by the child of the nationality of another State under the law of such State relating to the effect upon nationality of changes in civil status.

CHAPTER V.

ADOPTION.

Article 17.

If the law of a State recognises that its nationality may be lost as the result of adoption, this loss shall be conditional upon the acquisition by the person adopted of the nationality of the person by whom he is adopted, under the law of the State of which the latter is a national relating to the effect of adoption upon nationality.

CHAPTER VI.

GENERAL AND FINAL PROVISIONS.

Article 18.

The High Contracting Parties agree to apply the principles and rules contained in the preceding articles in their relations with each other, as from the date of the entry into force of the present Convention.

The inclusion of the above-mentioned principles and rules in the Convention shall in no way be deemed to prejudice the question whether they do or do not already form part of international law.

It is understood that, in so far as any point is not covered by any of the provisions of the preceding articles, the existing principles and rules of international law shall remain in force.

Article 19.

Nothing in the present Convention shall affect the provisions of any treaty, convention or agreement in force between any of the High Contracting Parties relating to nationality or matters connected therewith.

Article 20.

Any High Contracting Party may, when signing or ratifying the present Convention or acceding thereto, append an express reservation excluding any one or more of the provisions of Articles 1 to 17 and 21.

The provisions thus excluded cannot be applied against the Contracting Party who has made the reservation nor relied on by that Party against any other Contracting Party.

Article 21.

If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the parties providing for the settlement of international disputes.

In case there is no such agreement in force between the parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement, in accordance with the constitutional procedure of each of the parties to the dispute. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall be referred to the Permanent Court of International Justice, if all the parties to the

cole¹ du 16 décembre 1920, relatif à ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes Parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907, relative au règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 22.

La présente convention pourra être signée, jusqu'au 31 décembre 1930, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non Membre, invité à la première Conférence de codification ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de ladite convention.

Article 23.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront déposées au Secrétariat de la Société des Nations.

Le Secrétaire général donnera connaissance de chaque dépôt aux Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres visés à l'article 22, en indiquant la date à laquelle ce dépôt a été effectué.

Article 24.

A partir du 1^{er} janvier 1931, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non Membre visé à l'article 22, au nom duquel la convention n'a pas été signée à cette date, sera admis à y adhérer.

Son adhésion fera l'objet d'un acte déposé au Secrétariat de la Société des Nations. Le Secrétaire général notifiera chaque adhésion à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non Membres visés à l'article 22, en indiquant la date à laquelle l'acte d'adhésion a été déposé.

Article 25.

Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que des ratifications ou des adhésions auront été déposées au nom de dix Membres de la Société des Nations ou Etats non Membres.

Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout Etat non Membre visés à l'article 22, par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 26.

La présente convention entrera en vigueur le 90^e jour après la date du procès-verbal visé à l'article 25 à l'égard des Membres de la Société des Nations et des Etats non Membres au nom desquels des ratifications ou adhésions auront été déposées à la suite de ce procès-verbal.

A l'égard de chacun des Membres ou Etats non Membres au nom desquels des ratifications ou des adhésions seront ultérieurement déposées, la convention entrera en vigueur le 90^e jour après la date du dépôt de sa ratification ou de son adhésion.

Article 27.

A partir du 1^{er} janvier 1936, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non Membre à l'égard duquel la présente convention est à ce moment en vigueur pourra adresser au Secrétaire

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; vol. CLXXII, page 388 ; et vol. CLXXVII, page 382, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de TraitéS*, troisième série, tome III, page 360.

dispute are parties to the Protocol¹ of the 16th December, 1920, relating to the Statute of that Court, and if any of the parties to the dispute is not a party to the Protocol of the 16th December, 1920, the dispute shall be referred to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention² of the 18th October, 1907, for the Pacific Settlement of International Conflicts.

Article 22.

The present Convention shall remain open until the 31st December, 1930, for signature on behalf of any Member of the League of Nations or of any non-Member State invited to the First Codification Conference or to which the Council of the League of Nations has communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 23.

The present Convention is subject to ratification. Ratifications shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations.

The Secretary-General shall give notice of the deposit of each ratification to the Members of the League of Nations and to the non-Member States mentioned in Article 22, indicating the date of its deposit.

Article 24.

As from January 1st, 1931, any Member of the League of Nations and any non-Member State mentioned in Article 22 on whose behalf the Convention has not been signed before that date, may accede thereto.

Accession shall be effected by an instrument deposited with the Secretariat of the League of Nations. The Secretary-General of the League of Nations shall give notice of each accession to the Members of the League of Nations and to the non-Member States mentioned in Article 22, indicating the date of the deposit of the instrument.

Article 25.

A procès-verbal shall be drawn up by the Secretary-General of the League of Nations as soon as ratifications or accessions on behalf of ten Members of the League of Nations or non-Member States have been deposited.

A certified copy of this procès-verbal shall be sent by the Secretary-General of the League of Nations to each Member of the League of Nations and to each non-Member State mentioned in Article 22.

Article 26.

The present Convention shall enter into force on the 90th day after the date of the procès-verbal mentioned in Article 25 as regards all Members of the League of Nations or non-Member States on whose behalf ratifications or accessions have been deposited on the date of the procès-verbal.

As regards any Member of the League or non-Member State on whose behalf a ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall enter into force on the 90th day after the date of the deposit of a ratification or accession on its behalf.

Article 27.

As from January 1st, 1936, any Member of the League of Nations or any non-Member State in regard to which the present Convention is then in force, may address to the Secretary-General

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70.; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; Vol. CLX, page 325; Vol. CLXIV, page 352; Vol. CLXVIII, page 228; Vol. CLXXII, page 388; and Vol. CLXXVII, page 382, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

général de la Société des Nations une demande tendant à la révision de certaines ou de toutes les dispositions de cette convention. Si une telle demande, communiquée aux autres Membres ou Etats non Membres à l'égard desquels la convention est à ce moment en vigueur, est appuyée dans un délai d'un an par au moins neuf d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera, après consultation des Membres et des Etats non Membres visés à l'article 22, s'il y a lieu de convoquer une conférence spéciale à cet effet, ou de mettre cette révision à l'ordre du jour d'une prochaine conférence pour la codification du droit international.

Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en cas de révision de la présente convention, la convention nouvelle pourra prévoir que son entrée en vigueur entraînera l'abrogation à l'égard de toutes les Parties à la présente convention de toutes les dispositions de celle-ci ou de certaines d'entre elles.

Article 28.

La présente convention peut être dénoncée.

Cette dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en donnera connaissance à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres visés à l'article 22.

Cette dénonciation ne produira effet qu'à l'égard du Membre ou de l'Etat non Membre qui l'aura notifiée et un an après la date à laquelle cette notification aura été reçue par le Secrétaire général.

Article 29.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par son acceptation de la présente convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations ; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ou de leurs populations ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, la convention s'appliquera aux territoires ou aux populations visés dans la notification six mois après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. De même, chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations ; dans ce cas, la convention cessera d'être applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration un an après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Chacune des Hautes Parties contractantes peut faire des réserves conformément à l'article 20 de la présente convention en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou en ce qui concerne certaines de leurs populations, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, ou au moment de la notification prévue au paragraphe 2 du présent article.

5. Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres, visés à l'article 22, les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

Article 30.

La présente convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations, dès sa mise en vigueur.

Article 31.

Les textes français et anglais de la présente convention font également foi.

of the League of Nations a request for the revision of any or all of the provisions of this Convention. If such a request, after being communicated to the other Members of the League and non-Member States in regard to which the Convention is then in force, is supported within one year by at least nine of them, the Council of the League of Nations shall decide, after consultation with the Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 22, whether a conference should be specially convoked for that purpose or whether such revision should be considered at the next conference for the codification of international law.

The High Contracting Parties agree that, if the present Convention is revised, the revised Convention may provide that upon its entry into force some or all of the provisions of the present Convention shall be abrogated in respect of all of the Parties to the present Convention.

Article 28.

The present Convention may be denounced.

Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 22.

Each denunciation shall take effect one year after the receipt by the Secretary-General of the notification but only as regards the Member of the League or non-Member State on whose behalf it has been notified.

Article 29.

1. Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of the said territories; and the present Convention shall not apply to any territories or to the parts of their population named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories or to the parts of their population which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories or the parts of their population named in such notice six months after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of the said territories, and the Convention shall cease to apply to the territories or to the parts of their population named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

4. Any High Contracting Party may make the reservations provided for in Article 20 in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of these territories, at the time of signature, ratification or accession to the Convention or at the time of making a notification under the second paragraph of this article.

5. The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 22 all declarations and notices received in virtue of this article.

Article 30.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it has entered into force.

Article 31.

The French and English texts of the present Convention shall both be authoritative.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention.

Fait à La Haye, le douze avril mil neuf cent trente, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations. Une copie certifiée conforme sera transmise par les soins du Secrétaire général à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres invités à la première Conférence pour la codification du droit international.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at The Hague on the twelfth day of April, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which certified true copies shall be transmitted by the Secretary-General to all the Members of the League of Nations and all the non-Member States invited to the First Conference for the Codification of International Law.

Allemagne :

GÖPPERT
HERING

Germany :

Autriche :

LEITMAIER

Austria :

Belgique :

J. DE RUELLE

Belgium :

Sous réserve d'adhésion ultérieure pour la Colonie du Congo et les Territoires sous mandat¹.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non Membres séparés de la Société des Nations :

Maurice GWYER
Oscar F. Dowson

Great Britain and Northern Ireland

and all Parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations :

Canada :

Philippe Roy

Canada :

Australie :

Maurice GWYER
Oscar F. Dowson

Australia :

Union Sud-Africaine :

Charles W. H. LANSDOWN

Union of South Africa :

Etat libre d'Irlande :

John J. HEARNE

Irish Free State :

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to accession later for the colony of the Congo and the mandated territories.

Inde :

In accordance with the provisions of Article 29 of this Convention I declare that His Britannic Majesty does not assume any obligation in respect of the territories in India of any Prince or Chief under His Suzerainty or the population of the said territories¹.

Basanta KUMAR MULLICK

Chili :

Miguel CRUCHAGA
Alejandro ALVAREZ
H. MARCHANT

Chine :

Sous réserve de l'article 4².
Woo KAISENG

Colombie :

A. J. RESTREPO
Francisco José URRUTIA
Sous réserve de l'article 10³.

Cuba :

Ad referendum.
Sous réserve des articles 9, 10, 11⁴.
DIAZ DE VILLAR
Carlos DE ARMENTEROS

Danemark :

Sous réserve des articles 5 et 11⁵.
MARTENSEN-LARSEN
V. LORCK

Ville libre de Dantzig :

Stefan SIECKOWSKI.

Egypte :

A. BADAOUI.
M. SID AHMED

Espagne :

A. GOICOECHEA

*India :**Chile :**China :**Colombia :**Cuba :**Denmark :**Free City of Danzig :**Egypt :**Spain :**Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :*

¹ Conformément aux dispositions de l'article 29 de cette convention, je déclare que Sa Majesté britannique n'assume aucune obligation en ce qui concerne les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous sa suzeraineté, ou en ce qui concerne la population desdits territoires.

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

² Subject to reservation as regards Article 4.

³ Subject to reservation as regards Article 10.

⁴ *Ad referendum* subject to reservation as regards Articles 9, 10 and 11.

⁵ Subject to reservation as regards Articles 5 and 11.

*Estonie :*A. PIIP
Al. WARMA.*Estonia :**France :*Paul MATTER
A. KAMMERER*France :**Grèce :**Ad referendum.*
N. POLITIS*Greece :*Megalos A. CALOYANNI
Jean SPIROPOULOS*Hongrie :*

PELÉNYI

*Hungary :**Islande :**Ad referendum.*
Sveinn BJØRNSSON*Iceland :**Italie :*

Amedeo GIANNINI

*Italy :**Japon :*Sous réserve des articles 4, 10 et des mots « d'après la loi de l'Etat qui accorde la naturalisation » de l'article 13¹.

MUSHAKOJI

*Japan :**Lettonie :*Charles DUZMANS
Robert AKMENTIN*Latvia :**Luxembourg :*

Conrad STUMPER

*Luxemburg :**Mexique :*Sous réserve de l'alinéa 2 de l'article 1².
Eduardo SUAREZ*Mexico :**Pays-Bas :*

Les Pays-Bas :

1^o Excluent de leur acceptation les articles 8, 9 et 10 ;2^o N'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao³.v. EYSINGA.
J. KOSTERS.*Netherlands :**Translation by the Secretariat of the League of Nations :*¹ Subject to reservation as regards Articles 4 and 10 and as regards the words " according to its law " in Article 13.² Subject to reservation as regards paragraph 2 of Article 1.³ The Netherlands :(1) Exclude from acceptance Articles 8, 9 and 10.
(2) Do not intend to assume any obligation as regards the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

Pérou :

Sous réserve de l'article 4¹.
M. H. CORNEJO.

*Peru :**Pologne :*

Stefan SIECKOWSKI.
S. RUNDSTEIN
J. MAKOWSKI

*Poland :**Portugal :*

José CAEIRO DA MATTIA
José Maria VILHENA BARBOSA DE MAGALHAES
Prof. Doutor J. LOBO D'AVILA LIMA

*Portugal :**Salvador :*

J. Gustavo GUERRERO

*Salvador :**Suède :*

Le Gouvernement suédois déclare exclure de son acceptation la disposition de la deuxième phrase de l'article 11 dans le cas où la femme visée par cet article, ayant recouvré la nationalité de son pays d'origine, n'établit pas sa résidence habituelle dans ce pays.

Sous réserve de ratification de S. M. le Roi
de Suède avec l'approbation du Riksdag².
K. I. WESTMAN

*Sweden :**Suisse :*

Sous réserve de l'article 10³.
V. MERZ
Paul DINICHERT

*Switzerland :**Tchécoslovaquie :*

Miroslav PLEŠINGER-BOŽINOV
Dr. Václav JOACHIM

*Czechoslovakia :**Uruguay :*

E. E. BUERO

*Uruguay :**Yougoslavie :*

J. CHOUMENKOVITCH

Yugoslavia :

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to reservation as regards Article 4.

² The Swedish Government declares that it does not accept the provisions of the second sentence of Article 11, as binding upon it in the case where the wife, as referred to in the article, after recovering the nationality of her country of origin, fails to establish her ordinary residence in that country.

Subject to ratification by His Majesty the King of Sweden, with the approval of the Riksdag.

³ Subject to reservation as regards Article 10.